

l'Ouest, il a dû réviser sa position pour tenir compte de l'expérience du doctorant. En effet, la crise ivoirienne, débutée en 1989, s'est aiguisée à partir de 1993, avec des pics de tensions tout au long de la décennie 2000-2010. De plus, l'implication de nombreux acteurs internationaux (CEDEAO, UEMOA, le Conseil de l'entente, Union africaine, ONU, France, États-Unis, Union européenne, Chine, etc.) a donné à cette crise un caractère international. Cette figure de la crise n'était pas pour faciliter le travail du chercheur, surtout d'un doctorant dont le sujet met concerne plus spécifiquement un des acteurs internationaux, ici la Chine.

En outre des questions de sécurité, la crise pouvait accentuer les contraintes d'ordre méthodologique. D'abord se pose le problème du fonctionnement normal, régulier de l'État, un fonctionnement sans entrave partisane des institutions à l'exemple des ministères des Affaires étrangères, de l'Économie, du Plan et de l'Aménagement, ou des organismes sous tutelle comme le CEPICI, le BNETD, les ports d'Abidjan et de San Pedro, etc. Or les exigences de la thèse commandent d'aborder toutes ces institutions, de négocier leur collaboration en vue de l'accès aux données de base. X. Aurégan en parle dans la thèse. Il s'est entêté à ne pas céder devant les difficultés, et à composer avec elles... Il a su s'adapter pour trouver non seulement les outils de collecte de l'information, mais surtout la démarche pour accéder aux informateurs, que l'on découvre composite dans la thèse. Des informateurs qui comprennent des ressortissants chinois répondant à des statuts divers, que lie leur statut de migrant. Le recours aux sources statistiques est, sur le plan méthodologique, sans limite (des sources de Côte d'Ivoire aux données de la CNUCED et de l'OMC, sans marginaliser celles de la CEDEAO, de l'UEMOA, etc.). La méthodologie est bien ajustée au sujet et à ses ancrages dans la géographie économique et la géopolitique.

Sur l'ensemble de la thèse, X. Aurégan a le maniement des échelles. Ainsi dès la 3<sup>ème</sup> partie quand il est confronté à la mesure des bases géographiques d'analyse de l'implantation du poids des échanges économiques de la Chine, quand il s'agit de se référer aux échelles régionales du découpage, s'agissant plus spécifiquement d'exemples comme l'Angola (Afrique centrale, australe), le Soudan du Nord, etc. Il trouve une porte de sortie en faisant intervenir les aires linguistiques : ici les disparités sont nettes entre francophones et anglophones, etc. Il s'agit là d'un découpage pertinent, d'autant qu'il rend compte des cultures héritées, des passé coloniaux... L'archipel des organisations régionales ou communautaires d'intégration révèle des problèmes de chevauchement des statistiques. Comment résoudre ce problème ? Le recours aux IDE pour établir les ressorts de l'implantation et de l'influence chinoise sur le continent, ne répond guère à la question soulevée.

Le maniement des échelles est observé également au niveau de la Côte d'Ivoire. Mais on est frappé par la polarisation abidjanaise de l'implantation chinoise en Côte d'Ivoire d'une part, et sa localisation ciblée dans quelques communes et quartiers comme les Deux-Plateaux à Cocody ou encore la zone 4 à Marcory. Au fond cette géographie de l'occupation de l'espace « chinois » d'Abidjan en adéquation avec les activités des migrants chinois. A. Yapi-Diahou regrette que X. Aurégan ne soit pas allé plus loin pour questionner le profil même des communes et quartiers investis, qui sont dans l'ensemble les communes produits par l'État urbaniste qui a les moyens de l'alignement à quelques normes. Par ailleurs, ces occupations ne peuvent être comprises que dans leur lien avec la carte des catégories sociales abidjanaises d'une part et celle des activités économiques d'autre part. Les Chinois, comme d'autres investisseurs étrangers, ne sont-ils pas à la recherche de la proximité de leurs clientèles de consommateurs et d'entreprises structurellement liées.

Parmi les apports de la thèse, A. Yapi-Diahou note cet effort de X. Aurégan pour essayer de reconstituer une sorte de généalogie de la Chine en Afrique, à l'échelle du temps long. Par ailleurs, poursuit-il, le retour à l'évolution de la trajectoire interne de la Chine, et ses rugosités politiques qui ne manque pas d'intérêt ; il permet non seulement de comprendre le passage de la Chine au capitalisme d'État mais également la singularité de ses modes d'intervention et de ses approches.